

Composante 3 : Elaboration d'un niveau d'émission de référence national pour les forêts et/ou d'un niveau de référence national pour les forêts ;

Composante 4 : Conception de systèmes nationaux de suivi forestier et d'information sur les garanties ;

Composante 5 : Calendrier et budget ; et

Composante 6 : Conception d'un cadre de suivi et évaluation du programme.

Les organes de gestions de la REDD+ au Togo

Le décret N° 2016-007/PR du 25 janvier 2016 relatif aux organes de gestion de la REDD+ crée trois organes de gestion du processus de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts au Togo. Il s'agit du Comité National REDD+, du Groupe National de travail REDD+ et de la Coordination Nationale REDD+.

Selon les termes de ce décret, le Comité National REDD+ (CN-REDD+) est l'organe décisionnel des questions REDD+ au Togo. Il compte trente-cinq (35) membres et est composé des institutions de l'administration publique, des membres de l'Assemblée Nationale (représentants des élus du peuple), des universités et institutions de recherche, des Organisations de la Société Civile, du secteur privé et de la chefferie traditionnelle. Le Comité National REDD+ (CN-REDD+) dispose d'un bureau de cinq membres présidé par le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières avec comme Vice-Président le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique. Le Comité national REDD+ se réunit deux fois par an en session ordinaire sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président selon les besoins.

Le Groupe National de Travail REDD+ (GN-REDD+) est l'organe d'appui technique à la Coordination Nationale et a pour mission de conduire l'ensemble des activités de préparation du Togo à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie REDD+. Le Groupe National de Travail REDD+ comprend les institutions de l'administration publique, les organisations de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers.

La Coordination Nationale REDD+ assure la gestion quotidienne du processus REDD+ et est chargée d'appuyer les différentes entités nationales intervenant dans la REDD+. La Coordination Nationale est placée sous la tutelle administrative du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et joue le rôle d'interlocuteur direct du Ministère vis-à-vis des entités nationales et internationales en matière de REDD+. Au terme du décret N° 2016-007/PR, la Coordination Nationale REDD+ est animée par sept (07) cellules : la cellule d'appui au programme, la cellule administrative et financière, la cellule de l'information, éducation et communication, la cellule suivi évaluation, la cellule mesure, rapportage et vérification, la cellule des affaires juridiques et la cellule de passation des marchés publics.



L'Unité de Coordination Nationale REDD+ a participé à plusieurs rencontres internationales sur la lutte contre les changements climatiques. Elle était à la 21^{ème} conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) tenue à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015, ainsi qu'à la 8^{ème} assemblée et la 20^{ème} réunion du comité des participants du FCPF au Costa Rica.

A Paris, l'UCN-REDD+ a activement pris part, aux côtés des autres membres de la délégation togolaise, aux négociations ayant abouti à l'accord historique le 12 décembre 2015. Selon M. Hè mou ASSI, *« il s'agissait à travers cette participation de renforcer les capacités de la Coordination Nationale REDD+ dans la conduite du processus et nouer des contacts avec les potentiels partenaires techniques et financiers intéressés par le processus REDD+ au Togo »*. Dans cette optique, l'équipe de la Coordination Nationale a participé à plusieurs sessions plénières des négociations et à des sessions parallèles aux côtés des autres membres de la délégation togolaise.

« Ces sessions ont permis aux membres de la délégation de s'informer sur les expériences des autres pays dans la mise en œuvre de la REDD+ », a expliqué le Coordonnateur National de la REDD+. Ainsi, le Brésil, la République Démocratique du Congo, l'Indonésie et le Vietnam ont présenté des cas pratiques et leurs expériences dans la mise en œuvre du processus REDD+. L'Ouganda a présenté son programme sur la mise en place d'un réseau de radios rurales pour la

communication et les échanges pour la restauration des terres forestières qui a donné de très bons résultats. Le Burundi a partagé son approche de résolution des problèmes de dégradation et de déforestation, ainsi que les conséquences qu'ils engendrent. Madagascar a de son côté partagé avec les autres participants le fonctionnement de son système national de suivi de forêts.

Plus tôt en novembre 2015, le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) a tenu sa 8^{ème} assemblée des participants et sa 20^{ème} réunion du comité des participants du 02 au 10 novembre 2015 à San José au Costa Rica. Le Togo était représenté à ces deux rencontres par M. Assi Hè mou, Coordonnateur National de la REDD+.



Au cours de ces deux rencontres, le Costa Rica a présenté son R-Package (ensemble des documents stratégiques qui permettent la mise en œuvre de la REDD+) avec succès. Le Mozambique, le Népal et le Chili ont aussi présenté avec succès leurs rapports d'avancement à mi-parcours, ce qui a permis à ces trois pays de demander des financements supplémentaires de 5 millions de dollars US chacun pour poursuivre le processus REDD+.

En outre, la 8^{ème} assemblée a procédé au renouvellement des membres du Comité des Participants. Le Togo, le Ghana, la République Démocratique du Congo, le Soudan et l'Erythrée ont été élus au sein de ce comité pour un mandat d'un an. L'assemblée a par ailleurs adopté le rapport annuel 2015 du FCPF.



Photo de famille des délégués à la 21^{ème} réunion du comité des participants du FCPF

La 21^{ème} réunion du comité des participants (PC21) du fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) s'est tenue du 3 au 5 mai 2016 à Washington DC aux Etats-Unis. Cette rencontre a connu la participation de tous les pays membres du comité des participants du FCPF dont le Togo, les observateurs de la société civile et les bailleurs de fonds. Le Togo y était représenté par le Coordonnateur National REDD+ M. Hèmou ASSI. Les objectifs poursuivis par ces assises étaient d'examiner et d'approuver les rapports d'avancement à mi-parcours et demandes de financement supplémentaire de l'Ouganda et du Guatemala, procéder à l'examen et à l'approbation du R-Package du Mexique, de valider la proposition budgétaire pour l'année fiscale 2017 et de partager les expériences sur l'intégration du genre dans les activités du FCPF.

Aux termes des différentes présentations faites par l'Ouganda, le Guatemala et le Mexique, cette rencontre du FCPF a débouché sur le vote de trois résolutions, notamment la Résolution PC/21/2016/1 accordant 3,75 millions de dollars US à l'Ouganda pour poursuivre sa préparation à la REDD+, la Résolution PC/21/2016/2 accordant 5 millions de dollars US au Guatemala pour poursuivre sa préparation à la REDD+ et la Résolution PC/21/2016/3 consacrant l'approbation du R-package du Mexique. S'agissant du budget pour l'année fiscale 2017, la Résolution

PC/21/2016/4 a été votée pour approuver le budget annuel du fond de préparation dont le montant est chiffré à 8,881 millions de dollars US.

Au cours de cette session, l'intégration du genre dans les activités du FCPF a été débattue. Il ressort des partages d'expériences que la question de genre doit être prise en compte de façon transversale dans la conduite du processus REDD+ notamment sur la participation et l'implication des femmes, l'accès des femmes au foncier, l'accès des femmes aux avantages carbone et non carbone, ainsi que l'accès des femmes aux systèmes de prise de décisions.



M. ASSI Hèmou (2^e à partir de la gauche) a pris part aux travaux

Selon le Coordonnateur National REDD+ M. Hèmou ASSI, « l'intérêt pour le Togo en participant à ces sessions d'évaluation et de vote des résolutions est de tirer des leçons pour accentuer sa marche dans le processus de préparation sur les points essentiels qui retiennent l'attention du FCPF, notamment la consultation inclusive et participative des différentes parties prenantes, l'élaboration d'une stratégie nationale acceptée par l'ensemble des parties prenantes, l'établissement d'un niveau de référence, la construction d'un système MRV fonctionnel et efficace, l'utilisation efficiente des ressources, la prise en compte de la dimension genre, l'engagement et l'implication de la société civile, ainsi que l'adoption de la démarche d'auto-évaluation participative du processus de façon dynamique ».



Photo de famille des participants à l'atelier technique d'évaluations sur le système national de surveillance des forêts, le MRV et le niveau d'émission de référence (NER)

L'Unité de Coordination Nationale REDD+ a participé à plusieurs rencontres internationales de renforcement des capacités sur la mise en œuvre du processus REDD+. Il s'agit notamment de l'atelier technique d'évaluations sur le système national de surveillance des forêts (SNSF), le MRV (mesure, rapportage, vérification) et le niveau d'émission de référence (NER) ou niveau de référence (NR) des forêts en Afrique de l'Ouest tenu du 19 au 21 août 2015 à Winneba au Ghana et de l'atelier régional sur l'analyse des données et l'estimation de la biomasse forestière tenu à Kumasi au Ghana du 15 au 19 février 2016.

Ces deux rencontres ont été organisées par le programme ONU-REDD, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Council for Scientific and Industrial Research (CSIR) et l'Institut de recherche forestière du Ghana (FORIG).

L'objectif global de l'atelier régional sur l'analyse des données et l'estimation de la biomasse forestière était de réunir des experts et des représentants de 13 pays d'Afrique de l'ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Libéria, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) pour partager les connaissances sur l'analyse des données et l'évaluation de la biomasse forestière

dans le cadre de systèmes MRV pour la REDD+. Il a abouti à la création du réseau ouest africain pour l'estimation de la biomasse forestière (WANFOBA).

L'atelier technique d'évaluation sur le système national de surveillance des forêts (SNSF), le MRV et le niveau d'émission de référence (NER) ou niveau de référence (NR) des forêts en Afrique de l'Ouest lui visait à préparer l'étude d'évaluation des besoins de suivi des ressources forestières en Afrique de l'Ouest. Spécifiquement, il s'agissait de discuter, finaliser et valider les fiches d'enquête (questionnaires), d'harmoniser la méthodologie qui sera utilisée pour l'étude dans chaque pays et de préparer la feuille de route de l'étude. Ce dernier atelier a regroupé 12 participants venus de 7 pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, le Libéria, le Nigeria et le Togo).

Selon Ditorgue BAKABIMA, Responsable MRV et suivi-évaluation à l'Unité de Coordination Nationale REDD+, « ces ateliers ont permis de renforcer les capacités du Togo sur la surveillance des forêts et le MRV dans le contexte de la REDD+, sur le niveau d'émission de référence pour les forêts et/ou niveau de référence des forêts (NER/NR), sur l'inventaire des gaz à effet de serre (GES) et sur l'analyse des données et l'évaluation de la biomasse forestière ». « Ces deux rencontres ont également permis de renforcer la coopération régionale sur l'évaluation de la biomasse forestière. Cette coopération régionale s'est matérialisée par la création d'un réseau régional d'experts pour appuyer le transfert de connaissances, le partage de données et pour soutenir les initiatives régionales en la matière », a ajouté M. BAKABIMA.



Directeur de Publication

Hèmou ASSI

Rédacteur en Chef

Essowaza ATAKOUNA

Comité de Rédaction

Totétiébe DAMETOUGLE

Prosper KOTOKO

Ditorgue BAKABIMA

Médjidon Smaïla ODOYI

Essenam YAKPO

Photos

Essowaza ATAKOUNA

ProREDD

Siège de l'Unité de Coordination Nationale REDD+ : Direction Générale
ODEF, 20, rue des Evala – Agbalépédogan B.P. 334 Tél. (228) 26 61
87 35 Fax : (228) 22 51 42 14 Lomé – TOGO E-mail :
reddtogo@yahoo.fr